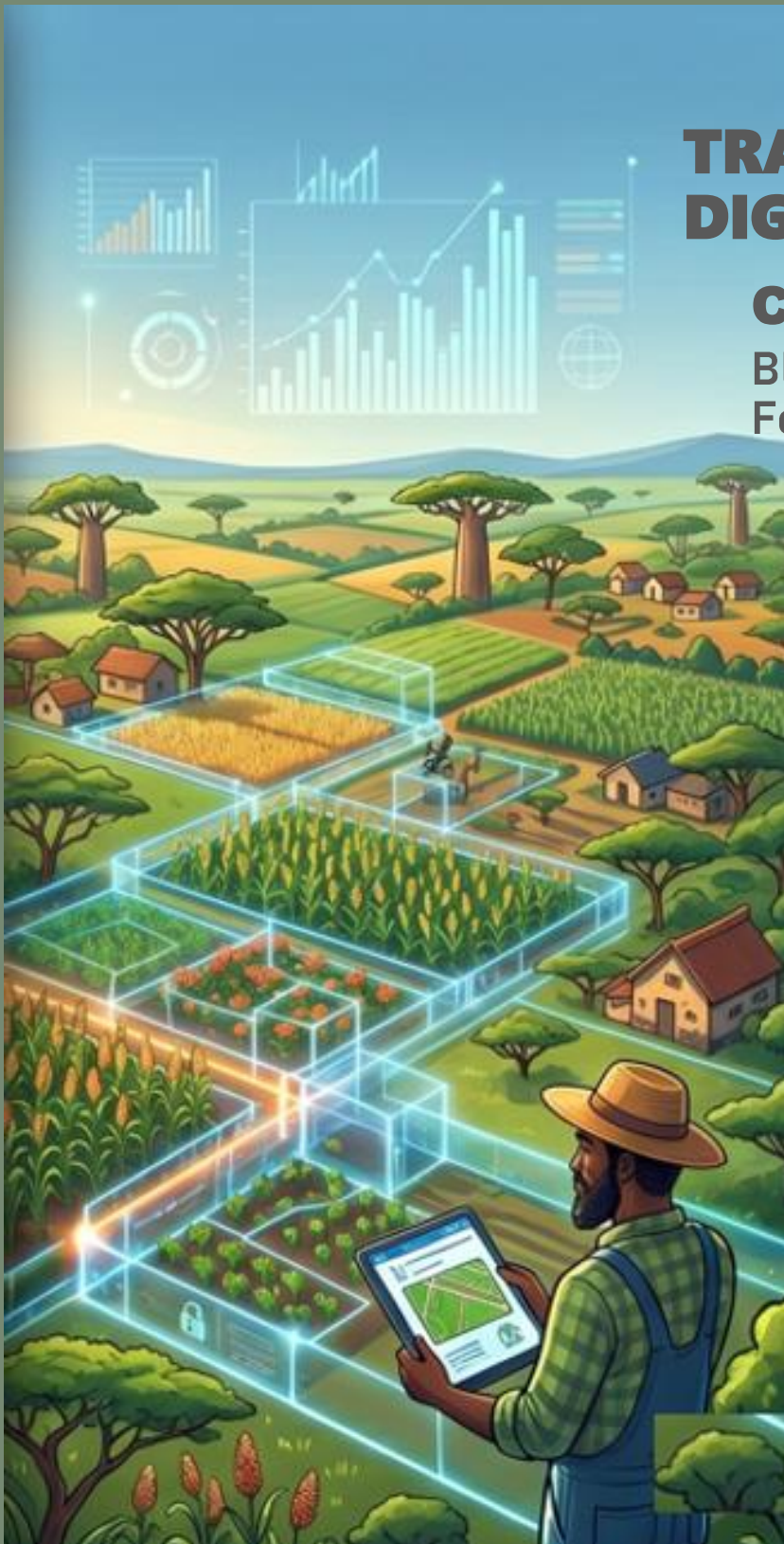


# **TRANSFORMATION DIGITALE ET ODD**

## **CÔTE D'IVOIRE**

**Blockchain et Révolution  
Foncière**





# Blockchain et Révolution Foncière en Côte d'Ivoire : Le Nouveau Contrat de Confiance pour les ODD

## Table des matières

<b>Blockchain et Révolution Foncière en Côte d'Ivoire : Le Nouveau Contrat de Confiance pour les ODD</b> .....	1
Éditorial : La technologie comme infrastructure de la confiance pour l'Afrique.....	2
I. Analyse de Contexte : L'épreuve de la terre en Côte d'Ivoire.....	3
Un héritage complexe entre coutume et modernité .....	3
Les freins systémiques à l'immatriculation .....	3
L'urgence de l'intervention : AFOR et PRESFOR.....	4
II. Impacts Dimensionnels : Vers un nouveau paradigme socio-économique .....	5
La blockchain : Un outil de preuve, de traçabilité et de transparence foncière .....	5
1. Dimension Économique : Sécurisation, Crédit et Investissement .....	6
2. Dimension Politique : Transparence et Réduction de la Corruption.....	7
3. Dimension Sociale : Autonomisation des Femmes et Cohésion.....	7
III. Analyse Comparative (Benchmarks) : Succès et Enseignements .....	8
Réussites Mondiales : La Géorgie et le Rwanda .....	8
Échecs et Défis : Kenya et Ghana .....	9
IV. Recommandations Stratégiques : Une Feuille de Route pour la Côte d'Ivoire .....	10
1. Renforcement du Cadre Réglementaire et Légal .....	10
2. Interopérabilité et Infrastructure Publique Numérique .....	10
3. Approche Inclusive et Centrée sur l'Humain .....	10
4. Innovation et Tokenisation (Horizon 2026-2030).....	10
Conclusion : Un Appel à l'Action pour un Avenir Sécurisé .....	11

## Éditorial : La technologie comme infrastructure de la confiance pour l'Afrique.



L'Afrique se trouve à l'aube d'une transformation structurelle sans précédent, où la convergence entre l'innovation numérique et la gouvernance publique redéfinit les fondements mêmes de la citoyenneté et du développement. Dans ce paysage en mutation, la Côte d'Ivoire pourrait émerger

comme un laboratoire d'excellence pour l'accélération de l'Agenda 2030. Au cœur de cette dynamique, la gestion foncière ne représente pas seulement un défi administratif ou juridique, mais constitue la pierre angulaire de la stabilité sociale et de la prospérité économique. La technologie blockchain, souvent réduite à sa dimension financière, doit aujourd'hui être appréhendée par les décideurs comme une véritable « infrastructure de la confiance ».<sup>1</sup>

Le déploiement de registres distribués dans le secteur foncier ivoirien ne serait pas une simple modernisation technique. Il serait un plaidoyer visionnaire pour une gouvernance qui place l'immutabilité, la transparence et l'inclusion au centre du contrat social. Pour un pays dont l'économie, portée par le binôme café-cacao, reste l'une des plus dynamiques d'Afrique subsaharienne avec une croissance supérieure à 6 % en 2024, la sécurisation de la terre pourrait être le levier ultime pour transformer ce dynamisme en développement humain durable.<sup>3</sup> En ancrant les droits de propriété dans des systèmes décentralisés, la Côte d'Ivoire ne protégerait pas seulement des parcelles de terre. Elle sécuriserait le crédit agricole. Elle autonomiserait les femmes rurales et éradiquerait les racines des conflits intercommunautaires qui ont trop longtemps freiné l'élan national.<sup>5</sup>

Cette transition numérique s'inscrirait dans une vision holistique des Objectifs de Développement Durable (ODD). Elle répondrait à l'impératif de l'ODD 1 (éradication de la pauvreté) en débloquant le « capital mort », à l'ODD 5 (égalité des sexes) par la garantie des droits successoraux, et à l'ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) en réduisant drastiquement les opportunités de corruption.<sup>2</sup> La Côte d'Ivoire, forte de ses progrès récents dans la digitalisation des services publics, dispose de la maturité institutionnelle pour franchir ce nouveau cap technologique pour devenir le fer de lance d'une « Smart Governance » africaine au service de l'Agenda 2063.<sup>8</sup>

## I. Analyse de Contexte : L'épreuve de la terre en Côte d'Ivoire



### Un héritage complexe entre coutume et modernité

La gestion foncière en Côte d'Ivoire est historiquement marquée par une dualité persistante entre le droit coutumier et le droit positif. Depuis l'ère coloniale jusqu'aux réformes post-indépendance sous le président Félix Houphouët-Boigny, l'État a cherché à imposer sa propriété sur les terres non immatriculées, souvent au détriment des autorités traditionnelles.<sup>12</sup> Cette tension a culminé avec l'adoption de la Loi n° 98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier rural. Ce texte, bien que consensuel dans son esprit, visait à transformer les droits coutumiers en titres de propriété privés après une période transitoire de dix ans, prolongée par la suite jusqu'en 2023.<sup>6</sup>

Le domaine foncier rural (DFR) ivoirien est défini comme l'ensemble des terres mises en valeur ou non, hors périmètres urbains et forêts classées.<sup>13</sup> Il constitue un patrimoine national dont l'accès est ouvert à tous, mais dont la propriété est strictement réservée à l'État, aux collectivités publiques et aux personnes physiques ivoiriennes.<sup>13</sup> Pour les millions de petits producteurs, la reconnaissance de ces droits passe par l'obtention d'un certificat foncier (CF), acte administratif constatant l'existence de droits coutumiers sur une parcelle.<sup>13</sup>

### Les freins systémiques à l'immatriculation

Malgré la volonté politique, l'application de la loi de 1998 a été entravée par des lenteurs administratives chroniques. En 2013, seulement 2 % des terres agricoles étaient officiellement enregistrées.<sup>6</sup> Les obstacles sont multiples :

1. **Le coût prohibitif** : Jusqu'à récemment, le coût moyen d'un certificat foncier s'élevait en moyenne à 700 000 F CFA une somme inaccessible pour la majorité des paysans dont les revenus dépendent de récoltes aléatoires.<sup>14</sup>

2. **La complexité procédurale** : Le parcours vers la certification nécessite des enquêtes de terrain contradictoires, la validation par des comités villageois et sous-préfectoraux, et une gestion documentaire massive qui favorise les erreurs et les pertes de dossiers.<sup>15</sup>
3. **L'insécurité foncière et les conflits** : La pression démographique, avec une population multipliée par quatre entre 1960 et 1998, a exacerbé la compétition pour la terre.<sup>3</sup> Les zones forestières de l'Ouest ont été particulièrement touchées par des conflits violents entre "tuteurs" autochtones et migrants allochtones ou étrangers, rendant l'immatriculation hautement politique et sensible.<sup>6</sup>

La croissance démographique ivoirienne suit une trajectoire exponentielle qui accentue la pression foncière. Le taux de croissance élevé a porté la population à plus de 29 millions d'habitants en 2024, rendant la gestion des terres "sans maître" (terres non réclamées ou sans droits constatés 10 ans après la loi) une source potentielle de spoliation ressentie par les communautés ancestrales.<sup>3</sup>

Indicateur	État du Foncier Rural (Pré-2024)	Source
Terres certifiées	< 200 000 hectares sur 23 millions	6
Délai moyen de certification	18 à 24 mois	16
Taux d'enregistrement des terres	~2 %	6
Population rurale sous le seuil de pauvreté	54,4 % (2021)	3

## L'urgence de l'intervention : AFOR et PRESFOR

Face à ces défis, le gouvernement ivoirien a créé l'Agence Foncière Rurale (AFOR) avec pour mission de piloter le Programme National de Sécurisation Foncière Rurale (PNSFR).<sup>5</sup> Le passage à l'échelle a été marqué par le lancement du Projet d'Amélioration et de Mise en Œuvre de la Politique Foncière Rurale (PAMOFOR) qui a permis, entre 2018 et 2024, de délivrer plus de 48 000 certificats fonciers et de signer 28 504 contrats agraires dans six régions pilotes.<sup>17</sup>

En juillet 2024, une nouvelle étape a été franchie avec le lancement du Programme de Renforcement de la Sécurisation Foncière Rurale (PRESFOR). Financé par la Banque mondiale à hauteur de 200 millions de dollars (plus de 125 milliards FCFA), ce programme ambitieux cible 16 régions et vise la délivrance de 500 000 certificats fonciers gratuits sur 5 millions d'hectares d'ici 2029.<sup>4</sup> C'est dans ce cadre que la digitalisation devient impérative pour garantir l'efficacité et la transparence d'un tel volume de transactions.<sup>5</sup>

## II. Impacts Dimensionnels : Vers un nouveau paradigme socio-économique

### La blockchain : Un outil de preuve, de traçabilité et de transparence foncière

La blockchain peut être définie simplement comme un registre numérique partagé dans lequel des informations sont enregistrées de façon horodatée, traçable et difficile à modifier discrètement. On peut l'imaginer comme un cahier numérique dont plusieurs acteurs détiennent une copie synchronisée, et dans lequel chaque nouvelle écriture laisse une trace durable. Sa force tient de propriétés technologiques et d'une combinaison de mécanismes bien connus et maîtrisés: hachage cryptographique, signatures numériques, journalisation chronologique, réplication sur plusieurs nœuds et validation selon des règles communes.



Cela signifie une chose très concrète : la blockchain peut aider à mieux prouver qu'une information a bien été créée à une date donnée, qu'elle n'a pas été altérée sans trace, et qu'un historique de décisions ou de transactions peut être vérifié. Elle ne remplace pas la loi, l'administration, le juge ni le notaire. En revanche, elle peut servir d'outil numérique de preuve, de mémoire et de transparence.

Dans le domaine foncier, cette propriété est particulièrement intéressante. Les litiges naissent souvent de problèmes de preuve, d'archives manquantes, de duplications de titres, de manipulation de documents, de versions contradictoires, de délais administratifs ou de manque de visibilité sur l'état réel d'un dossier. Une blockchain bien conçue pourrait permettre de tracer les étapes d'une procédure, d'enregistrer l'empreinte

numérique d'un acte, de vérifier qu'un document n'a pas été modifié, ou encore de partager un historique commun entre institutions habilitées.

## 1. Dimension Économique : Sécurisation, Crédit et Investissement

L'intégration de la blockchain dans le foncier ivoirien agit comme un puissant catalyseur économique. En transformant la terre d'un bien d'usage informel en un actif financier sécurisé, la technologie permet de lever le verrou du « capital mort ». Pour les petits planteurs, le certificat foncier immuable devient une garantie crédible auprès des institutions financières.<sup>7</sup> Cette sécurisation du crédit agricole est essentielle pour financer l'accès aux intrants, aux semences certifiées et aux technologies d'irrigation, augmentant ainsi la productivité nationale (ODD 2).<sup>21</sup>

L'impact sur les Investissements Directs Étrangers (IDE) est tout aussi significatif. Les investisseurs, particulièrement dans l'agro-industrie, exigent une clarté absolue sur les droits de propriété pour engager des capitaux à long terme.<sup>7</sup> Un registre blockchain réduit les risques juridiques liés aux doubles ventes ou aux contestations de limites, renforçant l'attractivité de la destination Côte d'Ivoire. Par ailleurs, la tokenisation des actifs immobiliers, déjà explorée dans d'autres juridictions comme la Géorgie, ouvre des perspectives de financement fractionné pour les grands projets d'aménagement rural.<sup>23</sup>

Enfin, l'augmentation des recettes fiscales est une conséquence directe d'une meilleure immatriculation. Un cadastre numérique précis permet aux collectivités territoriales de mettre en place une fiscalité foncière équitable, générant des ressources pour les infrastructures locales (écoles, centres de santé, pistes rurales), contribuant ainsi à la résilience des populations (ODD 1, 9, 11).<sup>7</sup>

Vecteur Économique	Impact Blockchain	Finalité ODD
<b>Crédit Agricole</b>	Preuve de propriété instantanée pour les banques	ODD 2 : Faim Zéro
<b>IDE</b>	Transparence et réduction du risque de litige	ODD 8 : Croissance économique
<b>Fiscalité</b>	Registre fiable pour la collecte des taxes locales	ODD 11 : Villes et communautés durables
<b>Logistique</b>	Traçabilité des produits (Cacao/Anacarde) depuis la parcelle	ODD 12 : Consommation responsable



## 2. Dimension Politique : Transparence et Réduction de la Corruption

La corruption dans l'administration foncière est un fléau mondial qui mine la confiance des citoyens envers l'État. En Côte d'Ivoire, les litiges fonciers représentent une part considérable des dossiers en souffrance devant les tribunaux.<sup>6</sup> La blockchain, par sa nature décentralisée et immuable, supprime les points uniques de défaillance où la manipulation de données est possible. Dans un système traditionnel, un employé corrompu peut altérer un registre papier ou une base de données centralisée ; sur une blockchain, toute modification requiert un consensus et laisse une trace indélébile.<sup>28</sup>

L'introduction des contrats intelligents permet d'automatiser les processus administratifs. Par exemple, la mutation d'un certificat foncier lors d'une vente peut être déclenchée automatiquement dès que le paiement est vérifié et que les conditions légales sont remplies, réduisant ainsi les interactions discrétionnaires entre agents et usagers.<sup>26</sup> Cette "Gouvernance Intelligente" renforce l'État de droit en garantissant que les procédures sont suivies à la lettre, sans favoritisme.<sup>2</sup>

En 2025, la Côte d'Ivoire a franchi une étape majeure avec l'adoption de stratégies nationales pour l'Intelligence Artificielle et la Gouvernance des Données, complétant ainsi le cadre nécessaire à une administration foncière numérique sécurisée.<sup>10</sup> L'interopérabilité entre le Système d'Information du Foncier Rural (SIFOR) et les autres plateformes gouvernementales (Identité numérique, TrésorPay) assure une continuité de service transparente pour le citoyen.<sup>5</sup>

## 3. Dimension Sociale : Autonomisation des Femmes et Cohésion

L'accès des femmes à la terre est l'un des défis les plus pressants de l'ODD 5 en Afrique. En Côte d'Ivoire, bien que la loi de 1998 soit neutre, les pesanteurs socioculturelles limitent souvent le droit des femmes à la propriété.<sup>22</sup> Les statistiques de 2019 révèlent que l'écart entre les sexes en matière de droits fonciers sécurisés est de 53 points de pourcentage.<sup>35</sup> Sans titre sécurisé, les femmes rurales ne peuvent accéder au micro-crédit ni investir durablement dans leurs parcelles, ce qui perpétue le cycle de la pauvreté.<sup>22</sup>

La blockchain offre des solutions concrètes pour l'inclusion sociale :

1. **Immuabilité des droits successoraux** : En cas de décès du conjoint, les droits de la veuve, souvent contestés par la belle-famille dans le cadre coutumier, sont protégés par un enregistrement numérique inaltérable.<sup>36</sup>
2. **Protection des petits planteurs** : La délimitation précise des territoires villageois (1 502 villages prévus par le PRESFOR) et l'enregistrement des contrats fonciers (250 000 contrats visés) protègent les exploitants contre les évictions arbitraires.<sup>4</sup>
3. **Réduction des conflits intercommunautaires** : La clarté sur les limites de propriété, validée par la communauté et ancrée dans une base de données sécurisée, désamorce les tensions liées aux empiètements de frontières qui sont souvent le déclencheur de violences rurales.<sup>4</sup>

Le PNUD Côte d'Ivoire, à travers sa stratégie genre 2021-2025, accompagne ces réformes en promouvant l'utilisation des technologies pour transformer les normes sociales et garantir une participation équitable des femmes à la gestion des ressources naturelles.<sup>38</sup>

### III. Analyse Comparative (Benchmarks) : Succès et Enseignements

#### Réussites Mondiales : La Géorgie et le Rwanda

##### La Géorgie : L'Ancre sur Blockchain Publique

**Improving the security of a government land registry**



La République de Géorgie est devenue en 2017 le premier pays au monde à utiliser la blockchain Bitcoin pour sécuriser ses titres de propriété.<sup>39</sup> En collaboration avec Bitfury, l'Agence Nationale du Registre Public (NAPR) a mis en place un système hybride : les transactions sont gérées dans un système privé (Exonum) mais

chaque modification est hachée et ancrée dans la blockchain publique Bitcoin, garantissant ainsi une preuve d'immuabilité mathématique.<sup>28</sup>

Le succès géorgien repose sur une base solide : avant la blockchain, le pays avait déjà numérisé son cadastre et réduit les délais d'enregistrement à une seule journée.<sup>28</sup> En 2025, la Géorgie continue d'innover en signant des protocoles avec Hedera pour la tokenisation immobilière, prouvant que la blockchain est une infrastructure de base sur laquelle peuvent se greffer de nouveaux services financiers.<sup>23</sup>

##### Le Rwanda : Le "Leapfrogging" Africain

Le Rwanda est souvent cité comme le leader africain de la gouvernance foncière numérique. Grâce à son programme de régularisation (LTRP), le pays a cartographié 11,4 millions de parcelles.<sup>41</sup> L'innovation majeure est l'application **Ubutaka App**, développée avec Medici Land Governance. Ce système "paperless" intègre la biométrie, l'infrastructure de clés publiques (PKI) et la blockchain pour sécuriser les transferts de propriété par vente volontaire.<sup>36</sup>

**NATIONAL LAND AUTHORITY**  
REPUBLIC OF RWANDA

- Land Transactions**  
Land administration is essential for promoting economic development, social equity, and environmental sustainability, and for ensuring that land is...
- Land Use and Mapping**  
The National Land Authority, which is a government agency responsible for managing and regulating land use and mapping across the country, provides...
- Land Dispute Resolution**  
National Land Authority abbreviated has been given the power to resolve land disputes relating to land boundaries and systematic land registration...

Le modèle rwandais démontre que la technologie doit être centrée sur le citoyen : une seule visite chez le notaire suffit désormais, et les délais de traitement sont passés de plusieurs mois à seulement 1 à 7

jours.<sup>36</sup> Le système est totalement interopérable avec la plateforme de services e-gouvernement Irembo et l'agence nationale d'identification (NIDA).<sup>42</sup>

Critère de Comparaison	Géorgie (NAPR/Bitfury)	Rwanda (RLMUA/Medici)	Côte d'Ivoire (AFOR/PRESFOR)
Technologie	Bitcoin Ancrage / Exonum	Blockchain / PKI / Biométrie	SIFOR / Signature Électronique
Couverture	Nationale	Nationale (11M parcelles)	16 régions prioritaires
Délai d'enregistrement	1 jour	1 à 7 jours	< 5 mois (Objectif réduction)
Objectif Clé	Lutte contre la corruption	Formalisation de masse	Paix sociale & Crédit agricole

## Échecs et Défis : Kenya et Ghana

### Kenya : Obstacles Juridiques et Résistance au Changement

Le Kenya a manifesté un intérêt précoce pour la blockchain, mais la mise en œuvre à grande échelle s'est heurtée à des défis réglementaires. En 2025, le pays a introduit un projet de loi sur les prestataires de services d'actifs virtuels (VASP) pour encadrer le secteur, mais la transition du cadastre physique vers un système décentralisé reste complexe en raison de l'informalité persistante des transactions foncières.<sup>44</sup> La technologie seule ne peut résoudre les problèmes si les citoyens continuent de réaliser des transferts "sous seing privé" sans mettre à jour le registre numérique.<sup>44</sup>

### Ghana : Le Défi de l'Informalité et des Titres Multiples

Au Ghana, bien que des initiatives privées comme Bitland ou BenBen aient tenté de digitaliser les titres, environ 78 % des terres restent non enregistrées.<sup>9</sup> Le pays souffre de multiples revendications sur une même parcelle en raison de la complexité des terres coutumières ("Skin lands"). L'échec relatif de certaines initiatives montre que l'adoption technologique doit être portée par l'État avec une réforme législative profonde, car les systèmes privés isolés ne parviennent pas à acquérir la légitimité nécessaire pour remplacer les registres officiels.<sup>46</sup>

## IV. Recommandations Stratégiques : Une Feuille de Route pour la Côte d'Ivoire

L'ONG GoodWill Afrika suggère la feuille de route suivante pour assurer le succès d'une révolution foncière en Côte d'Ivoire.

### 1. Renforcement du Cadre Réglementaire et Légal

La technologie doit être soutenue par la loi. Il est impératif de finaliser la ratification des ordonnances relatives au SIFOR-CI et de s'assurer que les preuves numériques stockées sur blockchain ont une valeur juridique pleine et entière en cas de litige devant les tribunaux.<sup>16</sup> La Côte d'Ivoire devrait s'inspirer du modèle kényan de 2025 pour réguler les actifs virtuels et la tokenisation immobilière, tout en garantissant la souveraineté des données nationales.<sup>10</sup>

### 2. Interopérabilité et Infrastructure Publique Numérique

Le système foncier ne doit pas fonctionner en silo. L'interopérabilité doit être le principe directeur :

- **Lien avec l'Identité (RNPP/NIDA)** : Chaque propriétaire doit être identifié de manière unique via son Numéro National d'Identification (NNI) pour éviter les fraudes à l'identité.<sup>42</sup>
- **Intégration des Paiements** : L'automatisation des frais de certification via TrésorPay ou les monnaies mobiles réduit les risques de corruption et accélère le traitement.<sup>11</sup>
- **Infrastructure Géodésique** : Finaliser le déploiement des stations permanentes GNSS (Global Navigation Satellite System) pour assurer une précision millimétrique des limites de parcelles, condition sine qua non de la confiance technique.<sup>19</sup>

### 3. Approche Inclusive et Centrée sur l'Humain

Le succès de la blockchain dépend de la qualité des données d'entrée ("Garbage In, Garbage Out"). Il est crucial de :

- **Maintenir la gratuité** : La poursuite de la gratuité du certificat foncier pour les populations rurales, telle qu'initiée par le PRESFOR, est le seul moyen de garantir un enregistrement systématique et massif.<sup>5</sup>
- **Investir dans la formation** : Former une nouvelle génération de géomètres, de notaires et d'agents de l'AFOR aux technologies blockchain et aux outils de collecte numérique.<sup>5</sup>
- **Sensibilisation communautaire** : Utiliser les comités villageois de gestion foncière rurale (CVGFR) comme ambassadeurs de la réforme pour expliquer que la technologie protège les droits ancestraux au lieu de les menacer.<sup>15</sup>

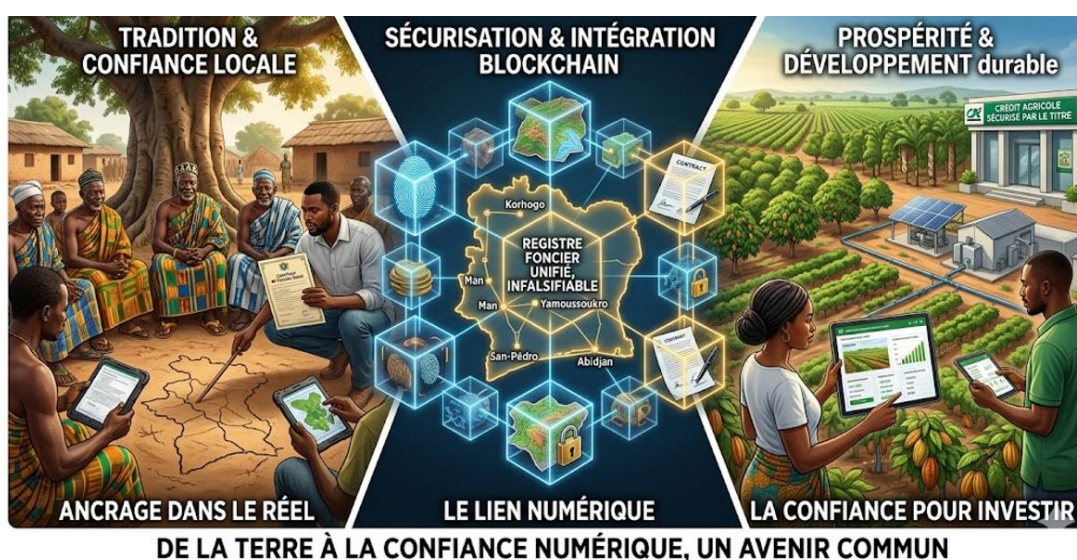
### 4. Innovation et Tokenisation (Horizon 2026-2030)

Une fois le registre sécurisé, la Côte d'Ivoire peut explorer des usages avancés :

- **Tokenisation du foncier agricole** : Permettre aux coopératives de lever des fonds en émettant des jetons (tokens) adossés à la valeur des terres certifiées.<sup>23</sup>
- **Assurance récolte automatisée** : Utiliser les Smart Contracts pour déclencher des indemnités automatiques en cas de sinistre climatique, sur la base de données satellitaires certifiées par la blockchain.<sup>2</sup>

## Conclusion : Un Appel à l'Action pour un Avenir Sécurisé

Une révolution foncière en Côte d'Ivoire, portée par la technologie blockchain, serait bien plus qu'une réforme administrative. Elle serait le socle d'un nouveau contrat de confiance entre l'État, les citoyens et les partenaires au développement. En 2026, avec la signature des premiers certificats électroniques dans le Moronou, le pays a prouvé que l'innovation peut réduire les délais, accroître la transparence et restaurer la dignité des petits planteurs.<sup>16</sup>



Cependant, ce voyage vers une gestion foncière moderne et inclusive ne fait que commencer. L'atteinte des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 exige une accélération sans précédent. GWA lance un appel aux partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire — Banque mondiale, AFD, BAD, et le système des Nations Unies — à intensifier leur soutien au PRESFOR et aux initiatives de digitalisation de l'AFOR.<sup>4</sup>

À l'attention du gouvernement ivoirien : le leadership dont vous faites preuve dans la transformation numérique est salutaire. En persévérant dans cette voie, la Côte d'Ivoire ne se contenterait pas de sécuriser sa terre ; elle sécuriserait son avenir, devenant une source d'inspiration pour tout le continent africain. La terre est notre héritage, la technologie est notre outil, et la confiance est notre destination commune.



## Sources des citations

1. New Tech, New Partners: Transforming development in the digital, <https://www.undp.org/publications/new-tech-new-partners-transforming-development-digital-era>
2. New Tech, New Partners: Transforming development in the digital era, <https://www.undp.org/eurasia/publications/new-tech-new-partners-transforming-development-digital-era>
3. Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le ..., <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-07/2510510f.pdf>
4. New Program for Rural Land Transformation Launched in Côte d'Ivoire - World Bank, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2024/07/18/lancement-nouveau-programme-transformation-foncier-rural-cote-ivoire>
5. AFOR - Agence Foncière Rurale, <https://afor.ci/news/nos-actualites/60>
6. Défis application loi sur le foncier en CI - ResearchGate, [https://www.researchgate.net/publication/346060422\\_Defis\\_application\\_loi\\_sur\\_le\\_foncier\\_en\\_CI](https://www.researchgate.net/publication/346060422_Defis_application_loi_sur_le_foncier_en_CI)
7. The economic benefit of blockchain-based land registry for South Africa: A systematic literature review | Faku, <https://sajim.co.za/index.php/sajim/article/view/2002/3382>
8. REGIONAL PROGRAMME FOR AFRICA, [https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-11/undp\\_rp\\_2024\\_annual\\_report\\_en\\_0.pdf](https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2025-11/undp_rp_2024_annual_report_en_0.pdf)
9. Bitland is revolutionising African land registry in partnership with CCEDK, <https://landportal.org/news/2016/09/bitland-revolutionising-african-land-registry-partnership-ccedk>
10. Côte d'Ivoire Leaps Forward with New Digital Initiatives to Revolutionize Public Administration and Service Delivery - African Development Bank Group, <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/cote-divoire-leaps-forward-new-digital-initiatives-revolutionize-public-administration-and-service-delivery-81851>
11. National digital development strategy in Côte d'Ivoire by 2025 | Digital Watch Observatory, <https://dig.watch/resource/national-digital-development-strategy-in-cote-divoire-by-2025>
12. Analyse de la nouvelle loi de 1998 au regard de la réalité foncière et de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire, <https://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/Aka-Aline-Analyse-de-la-nouvelle-loi-de-1998-en-C%C3%B4te-dIvoire.pdf>
13. Loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine Foncier Rural, <http://lexterra.ci/data/domaine/foncier%20rural/01%20Loi%20DFR/1998-12-23%20L98-750%20DFR%20modifiee%202004.pdf>
14. La loi foncière rurale ivoirienne de 1998 à la croisée des chemins, [https://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/Regards\\_sur\\_le\\_foncier\\_4.pdf](https://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/Regards_sur_le_foncier_4.pdf)



15. Décret Fixant les Règles Relatives à l'Opération Intégrée de Sécurisation Foncière Rurale, 2024  
[https://lexterra.ci/data/domaine/foncier%20rural/03%20Decreets%20DFR%202/2024-09-08\\_D2024-850\\_Operation\\_integree.pdf](https://lexterra.ci/data/domaine/foncier%20rural/03%20Decreets%20DFR%202/2024-09-08_D2024-850_Operation_integree.pdf)
16. Côte d'Ivoire : Moronou, les premiers certificats fonciers signés électroniquement, le gouvernement accélère la digitalisation du foncier rural - KOACI, [https://www.koaci.com/article/2026/03/14/cote-divoire/societe/cote-divoire-moronou-les-premiers-certificats-fonciers-signes-electroniquement-le-gouvernement-accelere-la-digitalisation-du-foncier-rural\\_195101.html](https://www.koaci.com/article/2026/03/14/cote-divoire/societe/cote-divoire-moronou-les-premiers-certificats-fonciers-signes-electroniquement-le-gouvernement-accelere-la-digitalisation-du-foncier-rural_195101.html)
17. pamofor - AFOR - Agence Foncière Rurale, <https://www.afor.ci/programmes-projets/pamofor>
18. presfor - AFOR - Agence Foncière Rurale, <https://www.afor.ci/programmes-projets/presfor>
19. AIDE MEMOIRE - Côte d'Ivoire Programme de Renforcement de la Sécurisation Foncière (PRESFOR) (Crédit IDA 7432-CI) du 21 au 31 janvier 2025 - World Bank Document,  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099021325040027199/pdf/P179338-ea58f66e-1b11-40a4-a9ed-c2be7b9f4434.pdf>
20. Current Status, Requirements, and Challenges of Blockchain Application in Land Registry,  
[https://www.researchgate.net/publication/362803153\\_Current\\_Status\\_Requirements\\_and\\_Challenges\\_of\\_Blockchain\\_Application\\_in\\_Land\\_Registry](https://www.researchgate.net/publication/362803153_Current_Status_Requirements_and_Challenges_of_Blockchain_Application_in_Land_Registry)
21. Les transitions clés pour l'accélération des ODD dans le contexte de la Côte d'Ivoire, <https://cotedivoire.un.org/fr/download/133868/230291>
22. Contraintes socio-économiques et autonomisation des femmes rurales dans la Commune de Biankouma en Côte d'Ivoire, <https://www.revue-irs.com/index.php/home/article/download/191/130/336>
23. Georgia Explores Blockchain Integration for Land Registry and Real Estate Tokenization, <https://www.binance.com/en/square/post/12-03-2025-georgia-explores-blockchain-integration-for-land-registry-and-real-estate-tokenization-33215804683033>
24. Georgia Advances Land Registry and Real Estate Tokenization Following Dubai, <https://www.financemagnates.com/trending/georgia-advances-land-registry-and-real-estate-tokenization-following-dubai/>
25. 2025 Crypto Regulatory Round-Up: What Changed and What's Ahead - Chainalysis, <https://www.chainalysis.com/blog/2025-crypto-regulatory-round-up/>
26. Using Blockchain and Digital Land Registries to Enhance Land Management and Tenure - Purdue e-Pubs,  
<https://docs.lib.purdue.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2070&context=cib-conferences>
27. Blockchain-based framework for secure and reliable land registry system - ResearchGate,  
[https://www.researchgate.net/publication/344324354\\_Blockchain-based\\_framework\\_for\\_secure\\_and\\_reliable\\_land\\_registry\\_system](https://www.researchgate.net/publication/344324354_Blockchain-based_framework_for_secure_and_reliable_land_registry_system)



28. A BLOCKCHAIN- BASED LAND TITLING ... - MIT Press Direct, [https://direct.mit.edu/itgg/article-pdf/12/3-4/72/705280/inov\\_a\\_00276.pdf](https://direct.mit.edu/itgg/article-pdf/12/3-4/72/705280/inov_a_00276.pdf)
29. Blockchain for Secure Land Registries | PDF | Regulatory Compliance | Property - Scribd, <https://www.scribd.com/document/976502548/Land-and-Property-Registries-Utilizing-Blockchain-for-Transparent-and-Immutable-Records>
30. Blockchain Technology in Land Registration: A Systematic Literature Review - UJ Content - University of Johannesburg, [https://ujcontent.uj.ac.za/view/pdfCoverPage?instCode=27UOJ\\_INST&filePid=1310399470007691&download=true](https://ujcontent.uj.ac.za/view/pdfCoverPage?instCode=27UOJ_INST&filePid=1310399470007691&download=true)
31. Blockchain applications in the United Nations system: towards a state of readiness, <https://docs.un.org/en/JIU/REP/2020/7>
32. Etude diagnostique de l'économie numérique de ... - The World Bank, <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/61714f214ed04bcd6e9623ad0e215897-0400012021/related/Rapport-Etude-Economie-Numerique-Final-FR-2021-08-23.pdf>
33. 2025 Investment Climate Statements: Cote d'Ivoire - State Department, <https://www.state.gov/reports/2025-investment-climate-statements/cote-divoire>
34. Gestion des conflits fonciers dans le Nord ivoirien: droits, autorités et procédures de règlement des conflits - FAO Knowledge Repository, <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/8c1a21e9-e246-41ea-9266-095e3a4e77/content/y5639t07.htm>
35. Progrès réalisés dans le suivi et la collecte de données sur les droits fonciers des femmes à travers les indicateurs ODD 5, <https://openknowledge.fao.org/bitstreams/72cf42da-0316-4e0f-a61b-06c9f28a3e8f/download>
36. Ubutaka App: Rwanda's Paperless Land Registration System Ready to Go - KT PRESS, <https://www.ktpress.rw/2021/11/ubutaka-app-rwandas-paperless-land-registration-system-ready-to-go/>
37. Explicatif : Objectif de développement durable n° 5 | ONU Femmes - UN Women, <https://www.unwomen.org/fr/news-stories/explainer/2022/09/explainer-sustainable-development-goal-five>
38. STRATÉGIE POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ DES SEXES ET DE L'AUTONOMISATION DES FEMMES 2021-2025, <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2022-09/undp-ci-strategie-genre-pnud-2022.pdf>
39. Tbilisi agreement heralds significant expansion of blockchain to manage property registries, <https://www.newamerica.org/insights/blockchain-for-property-rights-georgia/>
40. The Bitfury Group and Government of Republic of Georgia Expand Historic Blockchain Land-Titling Project, [https://bitfury.com/content/downloads/the\\_bitfury\\_group\\_republic\\_of\\_georgia\\_expand\\_blockchain\\_pilot\\_2\\_7\\_16.pdf](https://bitfury.com/content/downloads/the_bitfury_group_republic_of_georgia_expand_blockchain_pilot_2_7_16.pdf)
41. Blockchain and Digital Land Registry Systems | Polis - Envisioning.io, [https://www.envisioning.com/research/polis/africa\\_digital-land-registry](https://www.envisioning.com/research/polis/africa_digital-land-registry)
42. Harnessing Technology to Advance Citizen-Centric Land Administration in Rwanda, <https://revues.imist.ma/index.php/AJLP-GS/article/view/31345>



43. Download - This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search. Help ensure our sustain, <https://ageconsearch.umn.edu/record/334491/files/31345-84361-1-PB.pdf>
44. Keeping it clean: Can blockchain change the nature of land registry ..., <https://blogs.worldbank.org/en/developmenttalk/keeping-it-clean-can-blockchain-change-nature-land-registry-developing-countries>
45. Crypto Regulation in Africa: What's Changing in 2026 - Ripple, <https://ripple.com/insights/crypto-regulation-in-africa/>
46. Skin lands in Ghana and application of blockchain technology for acquisition and title registration | Request PDF - ResearchGate, [https://www.researchgate.net/publication/341289055\\_Skin\\_land\\_in\\_Ghana\\_and\\_application\\_of\\_blockchain\\_technology\\_for\\_acquisition\\_and\\_title\\_registration](https://www.researchgate.net/publication/341289055_Skin_land_in_Ghana_and_application_of_blockchain_technology_for_acquisition_and_title_registration)
47. Blockchain-Based Property Registries May Help Lift Poor People Out of Poverty - GovTech, <https://www.govtech.com/computing/blockchain-based-property-registries-may-help-lift-poor-people-out-of-poverty.html>
48. (PDF) A systematic literature review on blockchain-based titles registries for transparent land administration - ResearchGate, [https://www.researchgate.net/publication/388913842\\_A\\_systematic\\_literature\\_review\\_on\\_blockchain-based\\_titles\\_registries\\_for\\_transparent\\_land\\_administration](https://www.researchgate.net/publication/388913842_A_systematic_literature_review_on_blockchain-based_titles_registries_for_transparent_land_administration)
49. Integration of Blockchain Technology into a Land Registration System for Immutable Traceability: A Casestudy of Georgia | Request PDF - ResearchGate, [https://www.researchgate.net/publication/335401056\\_Integration\\_of\\_Blockchain\\_Technology\\_into\\_a\\_Land\\_Registration\\_System\\_for\\_Immutable\\_Traceability\\_A\\_Casestudy\\_of\\_Georgia](https://www.researchgate.net/publication/335401056_Integration_of_Blockchain_Technology_into_a_Land_Registration_System_for_Immutable_Traceability_A_Casestudy_of_Georgia)
50. SDG Blockchain Accelerator – Innovation community platform - UNDP, <https://innovation.eurasia.undp.org/blockchainaccelerator/>
51. Integrated Framework to Support Local Governance and Local Development, <https://www.undp.org/publications/integrated-framework-support-local-governance-and-local-development>



L'ONG GOODWILL AFRIKA cherche à promouvoir en Afrique, des politiques publiques qui s'inscrivent dans le nouveau cadre mondial de coopération et utilisent le Développement Durable, les ODD et leurs cibles comme cadre conceptuel de référence et de résultat.

**Hernando de Soto (Économiste de renommée mondiale) :** «*La blockchain est un outil qui peut enfin permettre aux 5 milliards de personnes dans le monde qui n'ont pas de titre de propriété légal d'entrer dans l'économie globale.*» (Forum Économique Mondial de Davos, 2017)

**Giorgi Kvirikashvili (Ancien Premier ministre de Géorgie) :** «*Nous serons le premier gouvernement à utiliser cette technologie dans les services publics. L'utilisation de la blockchain apportera de la transparence et réduira les risques de corruption dans les transactions immobilières.*» (signature de l'accord avec l'entreprise Bitfury, 2016)

**Jim Yong Kim (Ancien Président de la Banque Mondiale) :** «*Les technologies de registres distribués [blockchain] ont le potentiel de transformer fondamentalement la gestion des terres, en particulier là où les droits de propriété sont fragiles ou contestés.*» (Discours sur l'innovation technologique et le développement, 2018)



Organisation Non Gouvernementale  
Cocody - Riviera 5, Abidjan  
Côte D'Ivoire

Mobile : (225) 05 85 20 6969  
E-mail : [contact@goodwillafrika.org](mailto:contact@goodwillafrika.org)  
Site : [www.goodwillafrika.org](http://www.goodwillafrika.org)